

général et, ce qui importe davantage pour le Canada, à la CCEI. En résumé, la conférence de Colombo semble avoir conservé essentiellement la ligne de conduite adoptée à Alger en 1973. Tout en étant ostensiblement axé vers le dialogue et la coopération, le mouvement a pourtant institutionnalisé encore davantage ses tendances à l'affrontement et à la rhétorique, particulièrement à l'endroit des États occidentaux et industrialisés; de façon relativement modérée cependant, car si des mots d'ordre ont été lancés (pensons par exemple à l'attitude collective adoptée envers Israël), on n'en a pas précisé les détails d'exécution. Il semble toutefois que le ton neutre et «puriste», choisi surtout par la Yougoslavie, est en perte de vitesse et que le mouvement pourrait fort bien être refaçonné sur des bases plus radicales. Le choix de Cuba comme hôte du sommet de 1979 est peut-être d'ailleurs un indice de cette tendance. A ce propos, il est à remarquer également que, contrairement aux conférences précédentes des pays non alignés, l'Union soviétique est sortie de celle de Colombo pratiquement indemne, à peine égratignée par les accusations contre l'hégémonie des grandes puissances, la présence militaire dans

l'Océan Indien, etc., tandis que les grandes nations occidentales ont été plutôt malmenées, en particulier les États-Unis et la France, cette dernière à cause de l'incident de Mayotte et de ses ventes d'armes à l'Afrique du Sud.

Il est intéressant de noter qu'à Colombo, la lutte de prépondérance qu'on avait cru déceler entre l'Algérie et la Yougoslavie semble avoir été abandonnée, du moins temporairement. A en juger par ce qui a tout l'air d'être une unanimité absolue sur les questions de l'Afrique australe, les rênes de l'Organisation pourraient bien être passées pour un temps aux mains de certains des membres africains les plus en vue. L'Inde et Cuba ont eux aussi gagné en influence. Les dissensions entre les participants arabes semblent avoir fait échec à la plupart des tentatives visant à unifier la position arabe, mais une certaine unité a été préservée par des déclarations communes sur les questions israélienne et palestinienne. Encore que déplaisantes aux yeux des États occidentaux, elles sont néanmoins rédigées en termes généraux et n'ajoutent pas beaucoup aux déclarations antérieures des non-alignés.

Sur le plan économique, les participants de Colombo, collectivement, n'ont

Historique du mouvement non aligné

- 1955 *Avril*. Conférence afro-asiatique de Bandoung.
- 1956 Le président Nasser de l'Égypte, le maréchal Tito de la Yougoslavie et M. Nehru de l'Inde réaffirment les principes de Bandoung.
- 1961 *Septembre*. Première Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés, Belgrade. Vingt-cinq pays participants (africains et asiatiques pour la plupart, mais aussi Chypre et la Yougoslavie) et trois observateurs d'Amérique latine.
- 1962 *Juillet*. Conférence sur les problèmes de développement économique, le Caire. Étaient présents trente et un pays non alignés ou en développement et cinq observateurs.
- 1964 *Octobre*. Deuxième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement, le Caire. Quarante-sept pays participants, dont Cuba, et dix observateurs (la Finlande et neuf pays d'Amérique latine et des Antilles).
- 1970 *Avril*. Réunion des ministres des Affaires étrangères, Dar-es-Salaam.
Septembre. Troisième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement, Lusaka. Cinquante et un participants (dont Cuba et la Trinité-et-Tobago) et neuf observateurs d'Amérique latine et du Sud-Vietnam.
- 1971 *Septembre*. Réunion ministérielle des pays non alignés, New York. Cinquante-quatre États et six observateurs réunis pour consultations avant la vingt-sixième session de l'Assemblée générale de l'ONU.
- 1972 *Août*. Conférence des ministres des Affaires étrangères, Georgetown (Guyane). A produit la «Déclaration de Georgetown», un programme d'action pour la coopération économique, une déclaration sur la sécurité internationale et le désarmement et sept résolutions politiques.
- 1973 *Septembre*. Quatrième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement, Alger. Soixante-quinze membres à part entière (dont cinquante-six représentés par des chefs d'État ou de gouvernement), vingt-trois observateurs (neuf pays et quatorze mouvements de libération) et sept «invités» (trois pays et quatre organisations internationales). A produit des déclarations économiques et politiques, une déclaration sur la libération na-